



Assemblée générale

Distr. générale
13 mai 2024
Français
Original : anglais

Soixante-dix-huitième session
Point 136 de l'ordre du jour
Amélioration de la situation financière
de l'Organisation des Nations Unies

Situation financière de l'Organisation des Nations Unies

Rapport du Secrétaire général

Additif

Résumé

On trouvera dans le présent rapport un bilan de la situation financière de l'Organisation des Nations Unies au 31 décembre 2022 et 2023 et au 30 avril 2023 et 2024, ainsi que des données qui actualisent celles figurant dans le précédent rapport du Secrétaire général (A/78/524).

Le rapport porte principalement sur quatre grands indicateurs financiers : le montant des contributions mises en recouvrement, le montant des contributions non acquittées, la situation de trésorerie et les montants dus par l'Organisation aux États Membres.

En ce qui concerne le budget ordinaire, la situation de trésorerie reste fluctuante. L'année 2023 a commencé avec un bon solde de liquidités, et un plus grand nombre d'États Membres se sont acquittés plus tôt dans l'année de l'intégralité des sommes dont ils étaient redevables, mais le montant des recouvrements a été inférieur à ce qui était prévu à chaque trimestre et tout au long de l'année, sauf en novembre ; il s'agit du montant le plus faible des cinq dernières années pour chaque trimestre ou presque. Les pressions exercées sur les liquidités ont été exacerbées au troisième trimestre de 2023 en raison de l'évolution des habitudes de paiement de certains États Membres, de l'augmentation des indemnités de poste versées aux administrateurs recrutés sur le plan international et des taux de vacance effectifs qui ont été inférieurs aux taux de vacance approuvés. Pour faire face à l'évolution de la crise de liquidités, le Secrétaire général a restreint provisoirement les recrutements à la mi-juillet et complété ces mesures, à la fin de septembre, par des restrictions partielles sur les objets de dépense autres que les postes, de sorte que les traitements et les prestations puissent être payés et les obligations envers des tiers honorées. Les retards pris dans le versement des contributions, qui ont motivé l'imposition de mesures de restriction des dépenses, ont entravé la gestion du budget, l'exécution des programmes et la mise en œuvre des



mandats, malgré les efforts faits par les directeurs et directrices de programme pour atténuer les effets négatifs. Après prise en compte des sommes reçues au dernier trimestre de 2023, seuls 82,3 % du montant total du budget avaient été recouvrés à la fin de l'année. Il s'agit du taux de recouvrement le plus bas des cinq dernières années, les arriérés atteignant le niveau record de 859 millions de dollars.

En conséquence, l'Organisation a commencé l'année 2024 avec la quasi-totalité de ses réserves de trésorerie épuisées, malgré la décision prise par l'Assemblée générale dans sa résolution [76/272](#) d'augmenter le Fonds de roulement de 100 millions de dollars à partir de janvier 2023. La décision d'augmenter les réserves de liquidités visait à donner à l'Organisation davantage de moyens pour limiter à l'avenir l'impact des crises financières sur ses opérations, mais cela n'a pas suffi et il est clair qu'il reste impératif de s'attaquer aux retards de paiement et au non-paiement des contributions et d'envisager d'autres solutions pour remédier de manière plus durable aux problèmes de liquidités. Les recouvrements à la fin du mois d'avril atteignaient près de 72 % et dépassaient les prévisions, mais cela tient en partie au recouvrement des arriérés. La fin de 2024 pourrait être potentiellement aussi mauvaise, voire pire, que 2023, à moins que les recouvrements de l'année ne dépassent de beaucoup la moyenne des cinq dernières années.

En ce qui concerne les opérations de maintien de la paix, la décision prise par l'Assemblée générale dans sa résolution [73/307](#) d'autoriser les prélèvements d'avances entre les missions en cours, ainsi que la mise en recouvrement et la réception de contributions pour les périodes hors mandat, ont permis d'améliorer la situation globale de trésorerie des opérations en cours, notamment la capacité de régler les sommes dues aux pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police. Les remboursements au titre des contingents, des unités de police constituées et du matériel appartenant aux contingents sont à jour pour toutes les missions en cours. Toutefois, le pourcentage des contributions non acquittées n'a cessé d'augmenter, ce qui a entravé l'allocation des crédits destinés aux opérations de maintien de la paix au cours de l'exercice budgétaire actuel. Si la situation relative aux recouvrements ne s'améliore pas nettement durant le trimestre en cours, les paiements dus aux pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police en juin pourraient être de nouveau retardés cette année, comme en 2023 ; les opérations de maintien de la paix pourraient également pâtir de cette situation en 2024/25, à moins que l'état des recouvrements s'améliore.

Le solde de fin d'année de 2024, pour l'ensemble des opérations, dépendra du respect par les États Membres de leurs obligations financières. Le Secrétaire général salue les efforts faits par les États Membres qui ont versé leurs contributions intégralement et en temps voulu et exhorte les autres à tout mettre en œuvre pour régler leurs arriérés. La fin de 2024 pourrait être potentiellement aussi mauvaise, voire pire, que 2023, pour le budget ordinaire à moins que les recouvrements de l'année ne dépassent de beaucoup la moyenne des cinq dernières années.

I. Introduction

1. On trouvera dans le présent rapport des données sur la situation financière de l'Organisation des Nations Unies qui actualisent celles que le Secrétaire général a présentées à l'Assemblée générale dans son précédent rapport ([A/78/524](#)), de même qu'un bilan des indicateurs financiers au 31 décembre 2022 et 2023 et au 30 avril 2023 et 2024.

2. La situation financière de l'Organisation est examinée à l'aune des quatre grands indicateurs financiers, à savoir le montant des contributions mises en recouvrement, le montant des contributions non acquittées, la situation de trésorerie et les montants dus aux États Membres.

II. Situation financière

3. Le Secrétaire général a continué de dialoguer activement avec les États Membres au sujet de la situation de trésorerie de l'Organisation.

4. En 2023, les montants mis en recouvrement au titre des opérations de maintien de la paix et des tribunaux internationaux ont été inférieurs à ceux de l'année précédente, mais ceux mis en recouvrement au titre du budget ordinaire ont été supérieurs. À la fin de 2023, le montant des contributions non acquittées au titre des opérations de maintien de la paix était inférieur mais exprimé en pourcentage du montant mis en recouvrement, il était supérieur ; le montant des contributions non acquittées au titre du budget ordinaire et des tribunaux internationaux était supérieur par rapport à la fin de 2022. Au 30 avril 2024, le montant des contributions non acquittées était moins élevé pour l'ensemble des catégories par rapport à l'année précédente. Les mesures qui seront prises par les États Membres en mai et juin seront déterminantes en ce qui concerne le solde final de l'exercice en cours pour les opérations de maintien de la paix.

5. À la fin de 2023, les réserves de trésorerie du budget ordinaire étaient presque épuisées, malgré la décision prise d'augmenter le Fonds de roulement de 100 millions de dollars à partir de janvier 2023. Certaines opérations de maintien de la paix continuent de manquer de liquidités à certains moments de l'exercice. L'Assemblée générale s'est félicitée que la gestion commune de la trésorerie des opérations de maintien de la paix en cours se poursuive et a approuvé l'utilisation du Fonds de réserve pour le maintien de la paix comme mécanisme supplémentaire de liquidités, mais l'Organisation reste tributaire du versement en temps voulu par les États Membres de la totalité des sommes dont ils sont redevables.

6. Pour ce qui est des dépenses relatives aux contingents et au matériel leur appartenant, à la fin de 2023 et à la fin d'avril 2024, les montants dus aux États Membres pour les opérations en cours avaient été versés dans leur intégralité grâce à la gestion en commun de la trésorerie et aux avances reçues. Le seul montant restant dû aux États Membres était de 30 millions de dollars pour des missions de maintien de la paix clôturées, et l'on attendait que les États Membres concernés donnent des instructions concernant le décaissement. Les paiements dus en juin 2024 dépendront des recouvrements de mai et juin, les montants actuellement recouverts étant inférieurs aux liquidités nécessaires pour régler l'intégralité des créances.

A. Budget ordinaire

7. Pour que l'Organisation puisse gérer ses décaissements et planifier ses dépenses, il importe que les montants versés par les États Membres au titre des contributions

dont ils sont redevables et les dates de ces versements soient prévisibles. Comme les montants encaissés tous les mois au titre du budget ordinaire continuent de fluctuer considérablement chaque année, il est malaisé d'engager des fonds en toute sécurité pour exécuter le budget dans les meilleures conditions. Couplée au fait que d'importantes contributions sont reçues en fin d'année civile, cette situation financière difficile impose une gestion prudente des liquidités pour que les dépenses soient modulées en fonction des rentrées de fonds pendant toute l'année de sorte que la continuité des opérations ne soit pas compromise. Cette situation entrave les recrutements et l'exécution des activités prévues, ce qui nuit par contre-coup à l'exécution des programmes et des mandats.

8. Les mesures d'économie prises en 2018 et progressivement intensifiées par la suite jusqu'à la mi-2021 ont permis de réduire les risques de perturbation des opérations. Grâce à elles, le déficit de trésorerie du budget ordinaire intervient plus tard chaque année et l'ampleur du déficit n'a cessé de se réduire depuis 2019. En 2018, l'Organisation a puisé dans le Fonds de roulement dès le mois de mai. Les années suivantes, ces prélèvements ont pu être repoussés à juillet en 2019, à septembre en 2020 et à novembre en 2021. En 2022, l'Organisation a dû puiser dans le Fonds de roulement en septembre. Les déficits les plus importants, 488 millions de dollars en octobre 2018 et 520 millions de dollars en novembre 2019, ont été ramenés à 334 millions de dollars en décembre 2020. Vers la fin de 2021 et de nouveau vers la fin de 2022, l'Organisation a emprunté au Fonds de roulement l'intégralité de ses ressources, mais n'a pas eu à puiser dans le Compte spécial ni dans le solde des liquidités des opérations de maintien de la paix dont le mandat est terminé.

9. Durant la deuxième reprise de sa session, l'Assemblée générale a approuvé, dans sa résolution [76/272](#), une augmentation du Fonds de roulement dont le financement serait assuré au moyen d'une partie des fonds non dépensés du budget ordinaire de 2021, qui auraient dû être restitués aux États Membres en 2023. Elle a également donné son accord à l'utilisation des excédents de trésorerie inscrits aux comptes des tribunaux internationaux dont le mandat s'est achevé pour pallier les manques de liquidités temporaires au titre du budget ordinaire et approuvé la restitution aux États Membres du solde de trésorerie des missions dont le mandat est terminé.

10. Malheureusement, malgré les mesures susmentionnées, la situation de trésorerie s'est détériorée au cours de l'année 2023, le montant des recouvrements ayant été inférieur à ce qui était prévu pendant la majeure partie de l'année. Le montant des contributions mises en recouvrement pour 2023 s'élève à 2,99 milliards de dollars, soit 55 millions de dollars de plus qu'en 2022. Bien que l'Organisation ait commencé l'année dans une situation financière légèrement meilleure que les années précédentes, à la fin de l'année, le montant des contributions non acquittées atteignait 859 millions de dollars, un niveau record qui éclipse le précédent (808 millions de dollars à la fin de 2020). En juillet 2023, la situation de trésorerie pour ce qui est des activités financées au moyen du budget ordinaire restant très incertaine et imprévisible, l'Organisation a dû imposer une suspension temporaire du recrutement et réduire les dépenses autres que celles afférentes aux postes en septembre afin que les liquidités suffisent à payer les traitements, les indemnités à verser aux fonctionnaires et autres membres du personnel, et les sommes dues aux fournisseurs. Elle a dû emprunter au Fonds de roulement en août et au Compte spécial en octobre. À la fin de l'année, le Fonds de roulement était entièrement épuisé et le Compte spécial l'était presque.

11. À la fin de 2023, 142 États Membres avaient versé l'intégralité de leurs contributions au budget ordinaire, contre 146 à la fin de 2022. Le Secrétaire général remercie les 142 États Membres qui s'étaient pleinement acquittés au 31 décembre

2023 de leurs obligations financières au titre du budget ordinaire et invite instamment les autres à suivre leur exemple.

12. Comme l'a souligné le Secrétaire général dans la lettre qu'il a adressée aux États Membres le 25 janvier 2024, l'Organisation a commencé l'année avec seulement 60 millions de dollars de liquidités, ce qui la rend plus vulnérable encore à une évolution défavorable des habitudes de paiement. En outre, elle a dû restituer 114 millions de dollars sous forme de crédits aux États Membres au titre des contributions mises en recouvrement pour 2024, de sorte que même si tous les États Membres versent l'intégralité de leurs contributions en 2024, elle recouvrira un montant inférieur au budget approuvé pour l'exercice. Face à l'épuisement des réserves de liquidités du budget ordinaire à la fin de 2023, elle a donc dû imposer des mesures d'économie plus strictes pour 2024 dès le début de l'année. Sans ces mesures, le Secrétariat prévoyait que l'Organisation serait à court de liquidités, y compris les réserves, d'ici août 2024. Les entités du Secrétariat ont donc été invitées à planifier et à exécuter leur programme de travail au moyen d'une enveloppe revue à la baisse pour l'année, de sorte que les liquidités puissent être rationnées pour permettre la continuité des opérations, sans dépassement de l'enveloppe.

13. Les contributions reçues au 30 avril 2024 s'élevaient à environ 2,4 milliards de dollars. En tout, 105 États Membres avaient versé l'intégralité de leurs contributions au budget ordinaire, 8 de plus qu'à la même date en 2023 ; 51 avaient versé leurs contributions dans les temps, c'est-à-dire dans le délai prévu de 30 jours, soit 2 de moins qu'en 2023. Le Secrétaire général remercie les 105 États Membres de l'appui qu'ils apportent aux activités de l'Organisation et invite instamment tous les autres à verser l'intégralité de leurs contributions dès que possible.

14. Le taux de recouvrement au premier trimestre était de 42 % en 2022 et 2023 et il est passé à 52 % en 2024. À la fin du deuxième trimestre, le taux de recouvrement atteignait 58 % en 2022 et 2023, et ce niveau a déjà été dépassé en 2024. Les contributions non acquittées au 30 avril 2024 s'élevaient à 1,7 milliard de dollars, contre 1,8 milliard de dollars au 30 avril 2023. Le montant des recouvrements, plus élevé, comprenait les contributions reçues pour régler au début de 2024 des arriérés dont le montant avait atteint un niveau record et les sommes versées par quelques États Membres qui avaient payé plus tôt que prévu. Au dernier trimestre de 2023, l'Organisation avait recouvré 548 millions de dollars, contre 896 millions de dollars à la même période en 2022. En 2022 et 2023, le taux de recouvrement final s'établissait respectivement à 102 % et 82 %. Pour 2024, il faudrait qu'il s'établisse à environ 105 % pour que le Secrétariat puisse exécuter intégralement le budget-programme de 2024, soit un taux bien supérieur à la moyenne d'environ 97 % enregistrée au cours des cinq dernières années.

B. Opérations de maintien de la paix

15. L'exercice budgétaire des opérations de maintien de la paix, qui court du 1^{er} juillet au 30 juin et non pas du 1^{er} janvier au 31 décembre, ne coïncide pas avec celui du budget ordinaire, et les contributions sont mises en recouvrement séparément pour chaque opération.

16. À la fin de l'exercice 2022/23, le montant des contributions non acquittées pour les opérations de maintien de la paix s'élevait à 2,3 milliards de dollars, soit 0,2 milliard de plus que le montant enregistré à la fin de l'exercice 2021/22. Au 30 avril 2024, les mises en recouvrement pour l'exercice 2023/24 se sont élevées à 6,0 milliards de dollars, contre 6,3 milliards de dollars pour l'exercice précédent. Le montant des contributions reçues au 30 avril 2024 pour l'exercice en cours s'établissait à 5,6 milliards de dollars. À la même date, le montant des contributions

non acquittées se chiffrait à 2,6 milliards de dollars. Les mesures qui seront prises par les États Membres en mai et juin seront déterminantes en ce qui concerne le solde final de l'exercice 2023/24 pour les opérations de maintien de la paix. Le montant total des contributions non acquittées, soit 2,6 milliards de dollars, se décompose comme suit : 2,1 milliards de dollars au titre des missions en cours et environ 0,5 milliard de dollars au titre des missions dont le mandat est terminé. En ce qui concerne les missions en cours, 1,8 milliard de dollars porte sur des montants mis en recouvrement au titre de l'exercice en cours et 0,4 milliard de dollars sur des montants mis en recouvrement au cours d'exercices antérieurs.

17. Les montants mis en recouvrement au titre des opérations de maintien de la paix fluctuent selon que des opérations cessent ou réduisent leurs activités. L'évolution du montant des contributions non acquittées à la fin des cinq derniers exercices est très préoccupante. Ce montant représentait 22 % des contributions mises en recouvrement pour l'exercice 2018/19 et 28 % pour l'exercice 2022/23. Au 30 avril 2024, le pourcentage des contributions non acquittées s'établissait à 36 %. Si les États Membres ne prennent pas des mesures, la situation globale de trésorerie des opérations de maintien de la paix sera telle que l'Organisation aura du mal à s'acquitter efficacement de son mandat et à régler en temps voulu les sommes dont elle est redevable à l'égard des pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police.

18. Au 31 décembre 2023, 50 États Membres avaient payé l'intégralité de leurs contributions dues et exigibles, contre 51 qui l'avaient fait au 31 décembre 2022. Le Secrétaire général tient à remercier tout particulièrement ces 50 États Membres de leurs paiements.

19. Au 30 avril 2024, les États Membres qui avaient payé l'intégralité de leurs contributions dues et exigibles au titre des opérations de maintien de la paix étaient au nombre de 47, contre 62 à la même date en 2023. Le Secrétaire général tient à remercier tout particulièrement ces 47 États Membres de leurs paiements.

20. Depuis l'adoption par l'Assemblée générale de sa résolution [73/307](#) en juillet 2019, les avis de mise en recouvrement sont émis pour les opérations de maintien de la paix pour l'intégralité de l'exercice budgétaire que l'Assemblée a approuvé et indiquent le montant estimatif du budget pour la période pour laquelle le mandat n'a pas encore été approuvé par le Conseil de sécurité (période hors mandat), étant entendu que ce montant sera considéré comme dû dans les 30 jours qui suivent la date de prise d'effet de la prorogation du mandat de l'opération de maintien de la paix. À l'exception de l'exercice 2021/22, qui était un exercice de transition puisqu'il était fondé sur deux barèmes triennaux différents, les montants mis en recouvrement pour les périodes pour lesquelles le mandat n'avait pas encore été prorogé se situaient entre 2,4 et 2,8 milliards de dollars et le montant des paiements anticipés reçus à ce titre ont été compris entre 300 et 750 millions de dollars. Ces paiements ont aidé les opérations de maintien de la paix à conforter leur situation de trésorerie et permis à l'Organisation de rembourser les sommes qu'elle devait aux pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police.

21. Au 31 décembre 2023, le montant total des liquidités disponibles pour les opérations de maintien de la paix – missions en cours, missions terminées et Fonds de réserve pour le maintien de la paix – s'élevait à environ 2,3 milliards de dollars. Au 30 avril 2024, les liquidités disponibles ne représentaient plus que 1,4 milliard de dollars environ. En vertu du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies, le Fonds ne peut être utilisé que pour la création de nouvelles missions ou l'élargissement d'opérations existantes. Par sa résolution [76/272](#), l'Assemblée générale a demandé que l'on utilise en premier lieu le Fonds, à titre de mécanisme visant à atténuer les problèmes de trésorerie, pour emprunter des

liquidités pour les opérations en cours, en conservant 40 millions de dollars pour soutenir de nouvelles missions et l'élargissement de missions existantes, fin initialement prévue pour le Fonds. Les liquidités de chaque mission sont inscrites sur un compte distinct, conformément aux instructions de l'Assemblée, et des prélèvements d'avances entre les missions sont opérés lorsque cela se révèle nécessaire, comme l'Assemblée l'a autorisé par sa résolution 73/307.

22. Dans le passé, avant les décisions prises par l'Assemblée générale dans ses résolutions 73/307 et 76/272, on avait tendance à retarder les remboursements aux pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police lorsque les réserves de trésorerie de telle ou telle opération étaient insuffisantes pour couvrir les dépenses de fonctionnement. En juin 2023, une telle situation s'est de nouveau produite, et les versements liés au matériel appartenant aux contingents ont été retardés. En juillet 2023, le Secrétaire général a écrit aux États Membres pour leur faire part de sa préoccupation concernant la situation très alarmante des liquidités des opérations de maintien de la paix et le risque qu'elle faisait peser sur la capacité de l'Organisation de s'acquitter de ses mandats. Les opérations de maintien de la paix ont été invitées à ralentir certaines dépenses afin d'éviter que ne se reproduise la situation de juin 2023, à savoir l'incapacité de régler ces obligations en temps voulu. Après les mises en recouvrement de nouvelles contributions émises en juillet, il n'y avait pas d'engagement non réglé envers les États Membres pour les missions en cours à la fin décembre 2023. Il n'y a pas non plus d'engagement non réglé envers les États Membres pour les missions en cours au 30 avril 2024. Les recouvrements de mai et juin détermineront si les sommes dues en juin 2024 pourront être versées dans leur intégralité.

23. Dans sa résolution 76/280, l'Assemblée générale a approuvé la restitution des sommes disponibles inscrites aux comptes de 24 missions de maintien de la paix dont le mandat était terminé qui affichaient un solde excédentaire aux États Membres qui, au 31 décembre 2022, auraient acquitté l'intégralité du montant de leurs contributions statutaires au financement des missions de maintien de la paix dont le mandat est terminé, selon le barème des quotes-parts qui était en vigueur au moment où avait eu lieu la dernière mise en recouvrement pour chacune des missions, soustraction faite des sommes nécessaires pour couvrir les montants dus aux pays ayant fourni des contingents ou du personnel de police à ces missions. À la fin du mois d'avril 2024, les demandes de remboursement au titre du matériel appartenant aux contingents ayant servi dans des missions dont le mandat est terminé depuis longtemps avaient été réglées au bénéfice des États Membres, tandis que des demandes portant sur 30 millions de dollars étaient en attente d'instructions de la part des États Membres concernés.

24. Le Secrétaire général tient toujours à ce que l'Organisation s'acquitte le plus rapidement possible, autant que le permet sa trésorerie, de ses obligations envers les États Membres qui fournissent des contingents et du matériel. Pour cela, la situation de trésorerie des opérations de maintien de la paix est suivie de près et tout est fait, à titre prioritaire, pour rembourser les montants les plus élevés possibles chaque trimestre, en fonction des liquidités et des données disponibles. Pour que l'Organisation soit en mesure de procéder à ces versements, il faudra toutefois que les États Membres s'acquittent de leurs obligations financières intégralement et en temps voulu et que les mémorandums d'accord concernant le matériel soient signés rapidement avec les pays qui fournissent des contingents. La décision prise par l'Assemblée générale, dans sa résolution 73/307, d'autoriser les prélèvements d'avances entre les missions et la mise en recouvrement des contributions dues pour l'intégralité de l'exercice budgétaire a permis à l'Organisation de mieux honorer ses obligations financières à l'égard des États Membres à partir de l'exercice 2019/20.

C. Tribunaux pénaux internationaux

25. Au 30 avril 2024, le montant des contributions non acquittées pour les tribunaux internationaux s'élevait à 73 millions de dollars, soit 47 millions au titre du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux, 21 millions de dollars au titre du Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 et 5 millions de dollars au titre du Tribunal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1994.

26. Au 30 avril 2024, 83 États Membres, contre 84 en 2023, avaient versé l'intégralité de leur contribution pour les trois tribunaux, à savoir le Mécanisme résiduel (dernière mise en recouvrement faite en 2024), le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (dernière mise en recouvrement faite en 2018) et le Tribunal pénal international pour le Rwanda (dernière mise en recouvrement faite en 2016).

27. La situation de trésorerie des tribunaux en fin de mois est positive depuis trois ans. Le solde de fin d'année sera fonction des versements que les États Membres auront continué de faire pour honorer leurs obligations financières à l'égard des tribunaux. Dans sa résolution [76/272](#), l'Assemblée générale a noté la possibilité d'employer en dernier recours les excédents inscrits aux comptes des tribunaux pénaux internationaux fermés pour pallier les manques de liquidités temporaires au titre du budget ordinaire. Les excédents de trésorerie des tribunaux internationaux restent une bouée de sauvetage pour les opérations financées au moyen du budget ordinaire ; sans eux, les traitements auraient bien failli de ne pas être versés en novembre 2023. L'exécution du budget ordinaire en 2024 est également tributaire de la possibilité d'utiliser ces excédents en dernier recours.

III. Conclusions

28. Le Secrétaire général tient à saluer tout particulièrement les 48 États Membres ci-après, qui, au moment de l'établissement du présent rapport, avaient réglé la totalité de leurs contributions dues et exigibles : Algérie, Allemagne, Arménie, Australie, Autriche, Bahreïn, Barbade, Bhoutan, Botswana, Bulgarie, Canada, Colombie, Espagne, Éthiopie, Finlande, Gambie, Guinée équatoriale, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Japon, Kiribati, Lettonie, Liechtenstein, Monaco, Mongolie, Nauru, Norvège, Nouvelle-Zélande, Ouzbékistan, Pays-Bas (Royaume des), Pologne, Qatar, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Sénégal, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Tchad, Tchéquie, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Tuvalu et Zimbabwe.

29. La santé financière de l'Organisation demeure tributaire du versement en temps voulu par les États Membres de la totalité des sommes dont ils sont redevables. Pour que l'Organisation puisse exécuter avec efficience l'intégralité de son programme de travail, il est impératif que les États Membres l'appuient financièrement en la dotant d'un budget réaliste et en versant leurs contributions en temps voulu, de sorte que la situation financière soit stable et prévisible pendant toute l'année. L'Organisation ne peut résoudre la crise de liquidités qu'avec le soutien des États Membres, qui doivent notamment s'acquitter de leurs obligations financières dans leur intégralité, de manière prévisible et en temps voulu. Le Secrétaire général a exhorté à plusieurs reprises les États Membres à revoir ses propositions antérieures et à examiner les problèmes de liquidités de manière globale. Les décisions qu'ils ont déjà prises ont

permis d'augmenter les liquidités pour le budget ordinaire et pour les opérations de maintien de la paix, mais il faut faire davantage pour prévenir les pénuries cycliques de liquidités, en particulier pour les activités financées au moyen du budget ordinaire. Il convient notamment de relever le défi structurel que représente la restitution des fonds qui n'ont pas pu être dépensés en raison d'une pénurie de liquidités, en particulier aux États Membres qui n'ont pas versé leurs contributions.
